



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

PRÉFECTURE

Direction de la Coordination des Services de l'État
Bureau des Procédures Environnementales
Section Prévention des Risques Industriels

**DIRECTION RÉGIONALE ET INTERDÉPARTEMENTALE
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE DE SEINE-ET-MARNE**

Unité Départementale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral n°2019/48/DCSE/BPE/IC du 25 juillet 2019
portant prescriptions de mesures d'urgence à la société VALFRANCE
relatives aux silos 6 et 7 suite à l'incident du 23 juillet 2019 survenu sur le site
de la commune de Nangis (77370)**

**La préfète de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 511-1, L. 512-20 et R. 512-69 ;

Vu le décret du président de la république du 12 juillet 2017 portant nomination de Madame Béatrice ABOLLIVIER, préfète de Seine-et-Marne (hors classe) ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 modifiant l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 07 DAIDD 1 IC 016 du 19 janvier 2007 autorisant la société VALFRANCE à poursuivre l'exploitation des installations sur le territoire de la commune de NANGIS et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 20 février 2008 et du 06 juillet 2009 ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 juillet 2019 établi suite à l'incident survenu le 23 juillet 2019 et à la visite du site le jour même ;

Considérant que l'établissement est inscrit sur la liste des silos dits « à enjeux très importants » qui a été établie par le Ministère chargé de l'Environnement conjointement à la publication de l'arrêté ministériel du 23 février 2007 modifiant l'arrêté silos du 29 mars 2004, du fait d'un environnement vulnérable, présentent un niveau de risques plus élevé ;

Considérant que la cellule C14 du silo n°6 est fissurée sur environ 10 mètres de haut et que potentiellement l'ensemble du silo n°6 peut être fragilisé ;

Considérant que les bandes transporteuses des silos 6 et 7 sont les mêmes ;

Considérant que l'ensilage du silo 7 peut produire des vibrations et donc impacter le silo n°6 en causant un risque d'effondrement ;

Considérant que les conditions d'exploitation des silos 6 et 7 ne sont en outre pas compatibles avec l'état de la structure du silo 6 ;

Considérant que l'inspection des installations classées a mis en évidence que les conséquences de l'incident survenu le 23 juillet 2019 sur le site de NANGIS exploité par la société VALFRANCE sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient donc de prescrire en urgence la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaires les conséquences de l'incident du 23 juillet 2019 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : RESPECT DES PRESCRIPTIONS

La société VALFRANCE, dont le siège social est situé 49 avenue Georges Clemenceau – BP 50021 – 60 302 SENLIS Cedex, (ci-après nommée « exploitant »), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations situées sur la commune de NANGIS.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

ARTICLE 2 : MESURES CONSERVATOIRES

L'exploitant prend immédiatement toutes les mesures de sécurité adéquates autour de la cellule sinistrée du silo 6, notamment par la mise en place d'un périmètre de sécurité de 45 m. Des consignes de sécurité sont définies, formalisées et appliquées pour toute intervention dans le périmètre de sécurité, les personnels et prestataires sont sensibilisés à leur bonne application.

Il est interdit de procéder à la réception de produits en vue d'un stockage dans les cellules des silos 6 et 7, et ce, jusqu'à ce que les études sur le silo 6 prescrites par le présent arrêté concluent à l'absence de risque en cas d'exploitation. Seule la vidange des cellules des silos 6 et 7 est autorisée sous réserve du respect des dispositions suivantes du présent arrêté.

Le blé qui s'est écoulé à l'extérieur de la cellule sinistrée, et qui s'est épandu soit sur le terrain ou dans la galerie inférieure, est évacué selon un protocole de sécurité défini par l'exploitant.

Un contrôle du bon fonctionnement des deux bandes transporteuses qui ont été recouvertes par le blé dans la galerie inférieure est réalisé avant la vidange des cellules des silos 6 et 7.

L'exploitant fait réaliser une étude de la déformation éventuelle de la structure de l'ensemble des cellules du silo 6 avant et pendant la vidange du silo 6 par un organisme reconnu compétent dans le domaine du génie civil industriel, sauf en cas d'un danger imminent tel que, par exemple, un auto-échauffement constaté dans une cellule auquel cas l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires à la gestion du danger identifié.

La vidange de l'ensemble des cellules du silo 6 est réalisée en mode dégradé au débit de 40 tonnes/heure maximum.

La vidange du silo 7 peut être réalisée en mode normal de fonctionnement.

Une fois le silo 6 complètement vidangé, l'exploitant fait réaliser une étude, par un organisme reconnu compétent dans le domaine du génie civil industriel, visant à démontrer l'état de vieillissement de la structure du silo 6 et devra conclure sur la possibilité ou non d'une reprise d'activité des silos 6 et/ou 7.

Cette étude devra comprendre a minima :

- Une détection de la position, du diamètre et de la continuité des armatures.
- Un contrôle de la résistance, de l'homogénéité, de la carbonatation et de la composition du béton.
- La cartographie du potentiel de corrosion des armatures des silos béton associée à des sondages destructifs ponctuels afin de s'assurer que d'autres paramètres n'influent pas sur les différences de potentiel observées.

En cas de reprise partielle des cellules des silos 6 et/ou 7 et jusqu'au retour à un fonctionnement normal du site, l'exploitant définit, formalise et applique des consignes particulières d'exploitation, ainsi que des consignes particulières en cas d'accident. Les personnels et prestataires sont sensibilisés à leur bonne application.

ARTICLE 3 : SANCTIONS

Faute de se conformer aux dispositions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales, l'intéressé est passible des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 : FRAIS

Les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société VALFRANCE.

ARTICLE 5 : MESURES DE PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté est affichée en permanence pendant une durée minimale d'un mois, de façon visible dans les installations, par les soins de l'exploitant.

Une copie de l'arrêté est déposée en mairie de Nangis et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie de Nangis pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé en Préfecture (Direction de la Coordination des Services de l'État) par les soins du maire.

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État en Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>) pour une durée minimum de 4 mois. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

- le secrétaire général de la préfecture,
- le maire de NANGIS,
- le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France à Paris,
- le chef de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 25 juillet 2019

La préfète
Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Cyrille LE VÉLY

DESTINATAIRES :

- la société VALFRANCE,
- la sous-préfète de Provins,
- le maire du NANGIS,
- le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie,
- le chef de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie,
- le service départemental d'incendie et de secours de Seine-et-Marne (SDIS 77),
- le directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne (DDT 77).

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Celle-ci peut être déférée par la société VALFRANCE à la juridiction administrative compétente (le Tribunal Administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle - 77000 MELUN), dans un délai de deux mois à compter de la date où la présente décision lui a été notifiée ou de la date de publication de ladite décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné précédemment.